

Les relations venimeuses entre notre allié le Qatar et les talibans

Le Qatar joue un rôle d'intermédiaire entre la diplomatie américaine et les Talibans depuis 2013. Aujourd'hui, c'est au tour de la France de s'appuyer sur le petit Émirat du Golfe persique pour tenter de négocier une « safe zone » à Kaboul avec les Talibans.

Mais notre diplomatie ne doit pas être dupe. Le Qatar, soutien de nombreuses organisations islamistes, demeure un allié peu fiable de l'Occident.

Explications par Jean-Pierre Marongiu, qui a vécu plusieurs années dans l'Émirat.

Suivant l'adage populaire affirmant que les amis de nos ennemis seraient nos ennemis, il est particulièrement ardu pour des esprits non avertis de situer le Qatar dans la liste des amis loyaux à la France.

Il faut bien connaître Doha et ses méandres pour comprendre que jamais rien n'est acquis dans cet émirat schizophrène. La poignée de main ou la signature d'un contrat du jour peut tout aussi bien s'avérer être un coup de poignard dans le dos le lendemain. Ainsi va la vie sous le vent du désert et fol est qui s'y croit à l'abri dans une tente bédouine.

Car Doha, capitale du Qatar et Genève moyen-orientale, c'est un peu comme la Foir'Fouille. On y trouve de tout, déambulant en toute quiétude dans ses rues : des frères musulmans maîtres des lieux, du Hamas en villégiature, du Hezbollah en tourisme sanitaire, de l'État islamique en convalescence, un soupçon d'AQMI, deux zestes d'Al -Nosra, des restes d'Al-Qaïda, et des talibans à profusion.

L'Occident, avec l'ineffable Joseph Biden en tête, soutenu par la naïveté confondante d'Emmanuel Macron, trouve quelques vertus à ces talibans 2.0, qualifiés par les médias de « talibans modérés ». La modération ne sautant pas aux yeux, sans doute s'agit-il de quelques centimètres de barbe en moins. Il serait toutefois intéressant de s'assurer de l'ordre de marche de la diplomatie occidentale en matière de relations avec l'Afghanistan et de dresser la liste des amis, des moins amis et à défaut des ennemis de l'Europe.

Au premier rang des amis de la France se trouve le Qatar, qui vient d'offrir à la foule en délire du Parc des Princes un Messi pour assurer sa postérité. Il s'agit là d'un cadeau empoisonné comme il est coutume d'en faire sous des latitudes plus orientales.

En 2018, Emmanuel Macron, en visite à Doha, avait demandé à l'Émir du Qatar « *un engagement très clair* » dans la lutte contre le terrorisme. Il s'en est suivi une longue période de financement de tous les mouvements islamistes chiites ou sunnites par le Qatar. Au premier rang de ceux-ci : les talibans.

Ces derniers se sont studieusement et patiemment réintégrés dans la diplomatie internationale. En 2013, le mollah Baradar, l'un des fondateurs des talibans avec le mollah Omar, a ouvert un bureau politique à Doha à la grande satisfaction de Barack Obama, le messie occidental de l'époque. L'appellation de « talibans modérés » émanant d'ailleurs de la Maison Blanche.

Aujourd'hui, l'opprobre est jeté sur Trump et Biden concernant leur décision de se retirer d'Afghanistan. Or il faut se souvenir que c'est bel et bien l'administration Obama qui a encouragé les talibans à ouvrir une représentation politique à Doha.

Le Qatar, qui ne cesse de financer les mouvements terroristes de tous bords, s'est empressé de satisfaire avec zèle les désirs de son allié américain et de fournir les somptueux locaux de l'ex-ambassade d'Irak aux rebelles afghans, les très modérés talibans. La chute du gouvernement d'Ashraf Ghani est dès lors devenue inéluctable.

La chute de Kaboul aux mains des talibans a mis en avant la diplomatie qatarie. C'est en provenance de Doha, à bord d'un avion militaire qatari, que le mollah Abdul Ghani Baradar a rejoint Kandahar, le 17 août. Les talibans, nouveaux maîtres du pays, ont reboosté les audiences déclinantes d'Al-Jazeera, en faisant le canal de communication privilégié avec le reste du monde. Une stratégie appliquée avec succès il y a peu par Al-Qaïda.

Les diplomates qatariens ont dans le même temps joué les modérateurs dans la négociation d'un accord entre Washington et les talibans, afin de créer un corridor sécurisé pour l'évacuation d'étrangers et d'Afghans. Des milliers de réfugiés ont été transportés par le Qatar vers la base d'Al-Udeid. 8 000 Afghans seront accueillis temporairement au Qatar, ainsi que des membres de l'ancien gouvernement. Pour sa part, l'ex-président afghan Ashraf Ghani a préféré trouver refuge avec sa famille aux Émirats, les jugeant moins versatiles.

Pour l'instant, le pari de la diplomatie qatarienne reste risqué. Rien ne laisse croire que la modération médiatique des talibans ne soit rien d'autre qu'une posture temporaire jusqu'à l'évacuation complète des forces américaines. Un brusque retour à leur nature profonde dans les semaines à venir et la responsabilité de leurs proches alliés, que ce soit le Qatar, la Turquie, le Pakistan ou la Chine sur le plan international, sera fortement questionnée.

Pour l'heure, c'est une victoire diplomatique sans égale pour le Qatar, qui demeure le seul canal de communication vers les talibans. Il faut néanmoins nuancer cet éventuel succès.

Avant la conquête éclair du pays, Doha avait mis l'accent sur un transfert pacifique du pouvoir. Les talibans, forts du soutien de la Chine et de la Russie, s'étaient alors affranchis de l'imposition du ministre qatari des Affaires étrangères, établissant ainsi les limites de la diplomatie qatarienne et leur volonté de ne pas s'en laisser compter.